



Appel de l'interfédérale de l'éducation du 3 mai 2018

Jeudi 3 mai, nous nous sommes à nouveau mobilisés, avec les personnels, les étudiant.es et lycéen.nes, contre la loi ORE, la mise en place de ParcoursSup, la réforme du bac et du lycée. A Paris, et dans de nombreuses autres villes, nos cortèges ont rejoint ceux de nos collègues cheminot.es en grève et mobilisés pour défendre le service public ferroviaire, leurs conditions de travail et leur statut.

Nos organisations tiennent à dénoncer l'attitude des ministres de l'éducation nationale, de la recherche, de l'enseignement supérieur et de l'innovation qui refusent obstinément d'entendre les organisations syndicales, les personnels et les jeunes mobilisés depuis des mois. Ils répondent par la répression. Nous condamnons fermement les interventions répétées des forces de l'ordre dans les universités et devant les lycées dans le seul objectif de briser la grève et la résistance. Le gouvernement joue le pourrissement et l'isolement. En réalité, ce sont les ministres qui sont isolés : l'écrasante majorité des organisations syndicales enseignantes avec l'UNEF et les organisations lycéennes font bloc depuis des mois pour le retrait des contre réformes. La majorité des syndicats du supérieur et l'UNEF ont quitté les concertations sur la licence. Une fois de plus, ces « concertations » arrivent à leur terme sans aucune communication du projet de texte gouvernemental... Dans le même temps, dans plusieurs universités, par centaines voire par milliers les étudiants se réunissent en AG. De plus en plus, les personnels prennent position pour refuser la loi ORE, refuser Parcoursup.

Compte tenu de l'ampleur des attaques, pour faire obstacle aux réformes en cours, défendre nos services publics, nos statuts, améliorer les conditions de travail et d'études de toutes et tous, nous appelons à amplifier nos mobilisations, la situation appelle la construction du rapport de force interprofessionnel.

Nos organisations rappellent leurs revendications communes :

- la nécessité de travailler tout au long du parcours au lycée à une orientation choisie, construite, accompagnée et évolutive avec les moyens humains et financiers nécessaires.

- Le maintien du baccalauréat comme diplôme national et 1er grade universitaire, garantissant l'accès de tous les bachelier-es sur tout le territoire aux filières post bac et aux établissements de leur choix.
- L'abandon de la réforme « Blanquer » du lycée qui instaure un lycée du tri social, crée, en lien avec la loi ORE, des parcours d'initiés et supprime des postes.
- L'exigence d'ouverture massive de places supplémentaires en 1er cycle post bac et le refus de toute sélection à l'entrée à l'université.
- Le refus de l'instauration de blocs de compétences en lieu et place des diplômes et des qualifications.
- L'abrogation de la loi ORE, condition pour permettre une réforme ambitieuse qui garantisse le libre accès de chacun-e au supérieur.
- L'ouverture de réelles négociations sur l'arrêté Licence, le maintien de la licence comme grade universitaire, diplôme national et qualifiant.

Elles mettent en débat dans les AG qui se tiennent en ce moment et la Coordination Nationale des Universités que nos organisations soutiennent et qui se réunit ce samedi ainsi qu'à la Coordination Nationale des Etudiant.es une prochaine date de mobilisation le mercredi 16 mai.

Elles appellent les personnels, étudiant.es et lycéen.nes à rejoindre, étendre et renforcer le mouvement de contestation de la loi ORE, des réformes du Bac et du lycée ainsi que de toutes les contre-réformes du gouvernement. L'enjeu est le suivant : obtenir le retrait de ces réformes et mettre un coup d'arrêt à l'entreprise de casse des services publics de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche.